

Polarisation politique et comportements **gouvernementaux**

**Causes et conséquences de la popularité des gouvernements
représentatifs.**

Thèse
présentée et soutenue publiquement par

Raül Magni Berton

sous la direction de

M. F. CHAZEL, professeur à l'Université Paris IV – Sorbonne, France

JURY

M. R. BOUDON, professeur à l'Université Paris IV - Sorbonne, Président
M. J-D. LAFAY, professeur à l'Université Paris I – Sorbonne, Rapporteur
Mme N. MAYER, Directrice de recherche au CNRS, Rapporteur

22 Novembre 2002, à l'Institut des Sciences Humaines Appliquées (96, bd. Raspail, Paris)

L'objet de cette thèse est d'essayer de contribuer à l'étude de la place des idéologies dans les politiques publiques et de la différenciation des partis politiques au pouvoir dans les démocraties représentatives occidentales. La littérature à ce sujet, offre des résultats intéressants : de fait, dans certains pays, l'influence des idéologies est plus forte que dans d'autres. Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer cette disparité ? Nous avons abordé ce problème de deux façons.

Premièrement, nous nous sommes intéressés à la latitude d'action des gouvernements. Celle-ci a été conçue comme la condition nécessaire pour que les gouvernements puissent mener des politiques orientées par leur idéologie. Nous avons présenté la marge de manœuvre

des autorités politiques à partir des institutions fondamentales des démocraties, puis, des institutions particulières à chaque pays. Tout en soulignant l'importance de ces variables juridico-institutionnelles, nous avons essayé de montrer leurs limites quant à la capacité de circonscrire, à elles seules, la latitude d'action des gouvernements.

Deuxièmement, nous avons exploré les objectifs des gouvernants. A condition de disposer d'une marge de manœuvre suffisante, dans quelle mesure les hommes au gouvernement visent-ils à réaliser leurs objectifs idéologiques ? Nous avons porté notre attention sur un modèle politico-économique du comportement des gouvernements démocratiques, proposé initialement par Bruno Frey, qui souligne l'existence d'une relation négative entre la popularité des gouvernements et les incitations à produire des cycles politiques. Une des conséquences fondamentales de ce modèle pour notre propos, porte sur le fait que les différences entre les politiques des partis au pouvoir dépendent non seulement de variables institutionnelles, mais aussi de variables politiques tels que la popularité.

Après avoir présenté les études qui portent sur les contraintes que rencontrent les gouvernements démocratiques et sur les objectifs des gouvernants, nous avons essayé d'en présenter une synthèse. Nous nous sommes appuyés sur la relation inverse entre popularité du gouvernement et similitude des politiques menées par les différents partis au pouvoir pour montrer que la marge de manœuvre du gouvernement se réduit lorsque faiblit sa popularité. Une faible popularité provoque une intensification des pressions des agents politiques extra-gouvernementaux qui voient là leurs possibilités d'influencer le gouvernement, augmenter. Ce phénomène se traduit par une plus grande similitude des politiques (en particulier concernant les dépenses publiques) des différents gouvernements et par une diminution de la promulgation de lois. Nous avons établi la relation entre popularité et production de lois en France et en Italie.

Mais la popularité des gouvernements ne peut pas expliquer, de premier abord, le fait que, dans certains pays, les partis politiques au gouvernement se différencient davantage que dans d'autres pays. La popularité d'un gouvernement dépend des conditions économiques, de l'image des chefs de l'exécutif et elle est donc, tout comme ses causes, par sa nature, fluctuante. Est-il possible que dans certains pays la popularité des gouvernements soit *globalement* plus faible que dans d'autres, de sorte que le comportement des gouvernements y soit, généralement, plus semblable ?

Cette question a orienté notre recherche autour de la notion de popularité et de soutien au gouvernement. Nous avons défini la popularité du gouvernement comme un soutien rétrospectif et tacite au gouvernement en tant que personnalité. En outre, nous avons montré

que ce type de soutien est conceptuellement et empiriquement indépendant d'autres types de soutien, tels que celui accordé aux institutions ou aux principes démocratiques. Nous nous sommes concentré sur les causes de ce soutien. Non pas sur les causes de ses fluctuations, mais sur celles de ses moyennes.

Nous avons identifié, dans le degré de polarisation politique présent dans un pays, un facteur déterminant de la popularité moyenne de ses gouvernements. Celui-ci a un impact négatif sur la moyenne de popularité des gouvernements et, par conséquent, sur la popularité que les politiciens peuvent attendre lors de leur passage au gouvernement. Cette idée repose sur un modèle simple : si le nombre de partisans déçus reste stable, le nombre d'opposants conquis par un parti au pouvoir dépend de la distance idéologique que ces derniers perçoivent entre eux et ce parti. Un indicateur de polarisation politique est construit à partir de 10 pays appartenant à l'Union européenne. Notre thèse est vérifiée dans six pays européens pour ce qui concerne ses conclusions macrosociologiques et en France pour la mise à l'épreuve de ses hypothèses microsociologiques. Ces premiers résultats ont confirmé notre hypothèse.

Si, donc, la popularité influence le comportement des gouvernements, alors il est légitime de penser que la polarisation, responsable du taux moyen de popularité des autorités politique, est également responsable des différences entre les pays quant à la présence des idéologies dans les politiques publiques. Une faible polarisation augmente la chance pour un gouvernement d'être populaire et fournit à celui-ci une plus ample marge de manœuvre pour suivre ses orientations idéologiques. La principale hypothèse de notre étude peut, par conséquent, être exprimée ainsi : "en démocratie, plus les attitudes des citoyens sont marquées idéologiquement, moins leurs élus produisent des politiques inspirées par des idéologies". La confirmation de cette hypothèse repose sur deux tests empiriques : le premier est une comparaison géographique. Il présente les différences dans les conduites en matière de dépenses publiques entre trois pays avec un coefficient de polarisation différent (France, Allemagne et Danemark). La deuxième est temporelle. Elle porte sur les changements dans les attitudes politiques des citoyens et leurs perceptions des différences entre les partis aux Etats-Unis dans les 40 dernières années. Dans les deux cas, les résultats offrent des indices favorables à la thèse défendue.